

**Remarques sur «le point de vue américain sur la frontière» par Paul Cellucci,
ambassadeur des États-Unis au Canada,
Discours-programme prononcé à l'intention de l'Alliance du commerce
transfrontalier Canada-États-Unis
à Ottawa
le 3 mai 2004**

Merci beaucoup.

Je suis très heureux d'être de retour auprès de l'Alliance du commerce transfrontalier Canada-États-Unis. Ce groupe a grandement contribué à s'assurer que notre frontière reste ouverte aux échanges commerciaux, au commerce, au tourisme, aux véritables voyageurs et qu'elle est fermée aux terroristes, aux trafiquants de drogues, aux contrebandiers et aux autres qui cherchent à enfreindre la loi.

Je suis d'avis qu'il est important de passer quelques minutes à réfléchir sur ce que nous avons réalisé jusqu'ici. Jim a mentionné le Plan d'action pour une frontière intelligente qui a été conclu ici à Ottawa en décembre 2001. Il s'agit d'une réalisation considérable; une réalisation qui a débuté à la direction. Le président, George W. Bush, et le premier ministre, Jean Chrétien, ont su immédiatement que nous devions prendre des dispositions pour faire en sorte que la frontière reste ouverte, car c'était dans notre intérêt national réciproque. C'est précisément ce que nous avons fait. Deux ans et demi ont passé déjà et nous avons réalisé d'immenses progrès.

Notre programme EXPRES est maintenant terminé et il est en activité dans douze passages frontaliers commerciaux à grand volume.

Nous avons procédé à la mise en œuvre du projet NEXUS et nous envisageons d'entreprendre le projet NEXUS AIR, qui sera probablement un programme pilote mis en œuvre l'année prochaine. De plus, nous songeons au projet pilote NEXUS MARINE dans la région de Detroit.

Comme nous nous servons de la technologie, je ne suis pas sans savoir que certains problèmes surviendront. C'est la raison pour laquelle M. Jim Williams de US-VISIT est ici parmi nous. Nous tenons à ce que ces programmes soient aussi interopérables que possible et nous devons faire en sorte que la technologie soit utilisée dans ce but.

Nous attendrons les suggestions de chacun de vous à savoir de quelle façon nous continuerons de mettre en œuvre ces programmes pour nous assurer qu'ils sont complémentaires et qu'ils sont interopérables avec d'autres exigences législatives américaines et canadiennes. Ainsi, nous pourrions garantir que la frontière reste facile d'accès.

Nous avons mis sur pied quatorze équipes intégrées de la police des frontières, couvrant toutes

les sections de la frontière de nos deux pays. Ces équipes sont des organismes américains et canadiens d'application de la loi, provenant de chaque ordre de gouvernement, dont la police tribale dans certaines régions, qui œuvrent de concert afin que nous puissions nous procurer des renseignements de qualité et assurer une bonne exécution de la loi en permettant d'arrêter les criminels avant même qu'ils atteignent la frontière.

Cette démarche est très conforme au concept global du Plan d'action pour une frontière intelligente, soit de faire tout ce que nous pouvons «loin» de la frontière. C'est ainsi que ces équipes intégrées de la police des frontières s'avèrent très indispensables, non seulement pour mettre un terme aux crimes, mais également pour enlever de la pression aux frontières.

Nous travaillons en collaboration et nous qualifions encore de «zone de confiance» nos efforts réalisés en Amérique du Nord. Nos deux pays ont pris des mesures qui visent à améliorer les efforts destinés à l'examen des personnes de l'étranger qui entrent au Canada et aux États-Unis. Nous partageons les renseignements ainsi que les noms des personnes qui se trouvent sur la liste de surveillance. Nous examinons l'information sur les passagers afin de pouvoir réaliser des analyses des risques. Nous collaborons à l'étranger avant même que les personnes montent dans les avions. De plus, nous œuvrons de concert avec l'initiative de sécurité portuaire puisque, comme vous le savez, des millions de conteneurs d'expédition sont introduits en Amérique du Nord chaque année.

À mon avis, il est important de mentionner que la semaine dernière a été très importante en ce qui a trait aux efforts déployés le long de la frontière. Je participe assez souvent à des conférences aux États-Unis et au Canada, et je fais toujours remarquer (je crois que c'est un point simple, mais qui s'avère très exact) qu'aux États-Unis, nous ne pouvons pas défendre notre patrie sans l'aide du Canada.

Lorsque l'on considère le fait que nous partageons une frontière commune de 8 850 kilomètres de long, lorsque l'on songe que le Canada est notre voisin du nord et qu'il pourrait servir de plate-forme de lancement aux terroristes pour s'infiltrer aux États-Unis, il est d'une importance critique que nous travaillions avec les organismes d'application de la loi et les organismes de renseignement du Canada pour faire cesser cette menace. Bref, nous ne pouvons effectuer notre travail sans l'aide du Canada. Selon moi, les deux événements survenus la semaine dernière nous ont vraiment fait comprendre cette réalité.

L'un des événements a été l'adoption de la nouvelle politique canadienne de sécurité nationale par le premier ministre et le gouvernement fédéral où il a été expliqué en détail trois objectifs ou buts principaux. L'un d'entre eux consiste à protéger les citoyens canadiens, au pays et à l'étranger. Le troisième objectif consiste à contribuer à la sécurité internationale, tout comme le Canada le fait actuellement en Afghanistan et à Haïti, ainsi qu'à la reconstruction de l'Irak.

Toutefois, le deuxième point est, à mon avis, celui qui est en rapport avec la discussion d'aujourd'hui. Ce point contenu dans la politique canadienne de sécurité nationale consiste à s'assurer que le Canada n'est pas une source pour des menaces visant nos alliés. Il s'agit au fond de la même chose que je souligne dans mes discours. Ce point

souligne que le Canada reconnaît que les États-Unis ne peuvent défendre leur patrie sans l'aide du Canada.

Si l'on examine la politique de sécurité nationale, on peut voir que d'autres montants considérables sont affectés aux renseignements, notamment un centre intégré d'évaluation des menaces. Des fonds sont également attribués à la sécurité portuaire et maritime. La Gendarmerie royale du Canada aura des projets d'identification en temps réel de façon à pouvoir prendre des empreintes digitales sur-le-champ.

Alors, si l'on prend la politique de sécurité nationale et que l'on ajoute le ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile qui a été établi lorsqu'il y a eu des changements au gouvernement en décembre dernier, on peut alors constater que sous l'excellente direction de la vice-première ministre, Anne McLellan, nous travaillons vraiment en collaboration en Amérique du Nord dans le but de contrer les menaces des terroristes.

Ensuite, pour terminer la semaine en question, le premier ministre, Paul Martin, s'est rendu à Washington afin de s'adresser aux dirigeants du Congrès le jeudi et de rencontrer le président Bush le vendredi. Le premier ministre a mentionné au président qu'il sent les menaces envers les villes canadiennes de la même façon que le président par rapport aux villes américaines. Alors, nos deux dirigeants sont vraiment sur la même longueur d'onde et ils reconnaissent l'authenticité de ces menaces.

Cela me ferait extrêmement plaisir de vous annoncer aujourd'hui que la situation est plus sécuritaire et que les menaces se sont atténuées. Malheureusement, ce n'est pas le cas. Les menaces sont réelles et nous devons poursuivre notre collaboration pour vaincre ces menaces et protéger les populations canadienne et américaine.

C'est pourquoi je suis d'avis que la semaine dernière était assez importante pour les relations entre les États-Unis et le Canada. Je crois que l'on pourrait dire que cette collaboration, ou le fait d'œuvrer de concert, est manifestement dans l'intérêt national de nos deux pays. Nous entretenons actuellement une telle collaboration et nous devons absolument la poursuivre dans l'avenir.

Cette collaboration indique également une relation plus importante entre nos deux pays et le fait qu'ils ont en commun des buts assez fondamentaux en Amérique du Nord et dans le monde entier.

L'un de ces buts consiste à vaincre la menace terroriste sur le plan international. Il ne suffit pas d'arrêter les terroristes en Amérique du Nord, mais aussi dans d'autres parties du monde. Il s'agit de perturber leurs installations de formation, d'interrompre leur financement et leur capacité de recruter des partisans. C'est la raison pour laquelle nous sommes tout à fait reconnaissants envers le Canada pour son rôle en Afghanistan, où les Forces canadiennes assurent la direction de la Force de stabilisation, ainsi que pour son rôle dans la réhabilitation de l'Irak, et ce, non seulement en ce qui a trait à son soutien financier, mais aussi à la formation qu'il offre aux policiers, pour laquelle il existe un besoin urgent dans ce pays.

En outre, nous sommes tout à fait encouragés par l'examen de la politique de défense

et de la politique étrangère prescrit par le premier ministre et par le fait qu'il soit engagé à garantir que les forces militaires canadiennes seront en mesure d'assumer leur très important rôle, de se déployer ici en Amérique du Nord pour assurer sa protection et de prendre part à des missions de maintien de la paix dans le monde entier.

De plus, nous œuvrons de concert à la promotion de la prospérité internationale. Je suis au courant que les questions d'impartition et de mondialisation sont devenues un problème au cours des campagnes électorales au Canada et aux États-Unis d'Amérique. Je crois que nos deux pays sont assez solidement établis dans le domaine du libre-échange et qu'il existe des impulsions protectionnistes dans nos deux pays. Toutefois, je suis d'avis que nos pays continueront leur cheminement vers la libéralisation du commerce parce qu'ils reconnaissent, tout d'abord, que c'est ce qu'il faut faire.

Nous vivons ici en Amérique du Nord, c'est-à-dire au Canada et aux États-Unis. Nous vivons dans des sociétés libres et ouvertes qui respectent les droits individuels et les droits de l'homme. Nous possédons de solides économies qui sont la source d'emploi et de prospérité et qui assurent une vie normale à la plupart des citoyens. Il ne faut pas oublier que des milliards de personnes sur notre planète vivent dans une misère effroyable. Ce n'est pas bien pour ces personnes, ni pour leur famille. Il est bien de tenter d'aider les autres pays, surtout les États avortons comme l'Afghanistan, et d'établir un climat favorable à l'investissement et au commerce qui favorisera la croissance de l'économie en enrayant la pauvreté dans la population.

Je conviens également que c'est dans l'intérêt de notre économie. Je pense que si l'on examine l'Accord de libre-échange nord-américain, on peut remarquer que cette entente est gagnante sur toute la ligne pour le Canada, les États-Unis et le Mexique. Il a contribué à enrayer la pauvreté chez un grand nombre de Mexicains. Aujourd'hui, ces familles ont une vie meilleure. Ces personnes sont devenues des consommateurs de classe moyenne qui sont en mesure d'acheter des produits et des services en provenance des États-Unis et du Canada. Alors, c'est bien dans notre intérêt économique.

De plus, je suis d'avis que c'est dans notre intérêt d'ordre sécuritaire. J'ai mentionné l'Afghanistan qui était un État avorton et un terrain d'entraînement pour les terroristes. Le peuple ne pouvait pas s'exprimer au gouvernement. Il n'avait aucun espoir de possibilité. Pour la plupart d'entre elles, les femmes ne pouvaient pas sortir de la maison. Les jeunes filles ne pouvaient pas fréquenter l'école. Ce n'était pas une société où il faisait bon vivre; désormais, elle évolue.

Nous apportons des changements en Irak. Les nouvelles en provenance de ce pays ne sont pas toujours bonnes. Toutefois, l'année dernière, il n'y avait qu'un journal; aujourd'hui, il en existe plus de cent. De plus, la liberté de parole a repris sa place.

Je suis persuadé que si nous aidons ces pays à créer un climat favorable à l'investissement et au commerce, à adopter la primauté de la loi, à établir des moyens démocratiques, nous permettrons à leur population de s'exprimer au gouvernement, d'instaurer l'espoir et les possibilités dans leur existence, et nous contribuerons ainsi à

la croissance de l'économie.

Nous ne pouvons pas réussir seulement au moyen de l'aide étrangère. Celle-ci aidera les pays qui peuvent s'en servir pour établir un système judiciaire qui respecte la primauté de la loi. Nous pouvons avoir recours à l'aide étrangère pour permettre de construire une voie de circulation qui ouvrira les possibilités d'une ressource contribuant à son économie. Mais, il ne faut jamais oublier que les chiffres liés au commerce et à l'investissement écrasent ceux de l'aide étrangère. L'aide étrangère ne suffit pas à enrayer la pauvreté dans les populations. Le commerce et l'investissement qui permettent de créer une économie peuvent parvenir à enrayer la pauvreté en créant des emplois pour les personnes de sorte qu'elles ne vivent plus dans la pauvreté.

Alors le Canada et les États-Unis collaborent avec la zone de libre-échange des Amériques et l'Organisation mondiale du commerce en vue de promouvoir la libéralisation du commerce, d'assurer la prospérité à un plus grand nombre de personnes dans le monde entier afin qu'elles puissent jouir d'une vie meilleure, de constituer un avantage pour nos économies et, également, de sorte que ces États avortons ne soient plus le terrain d'entraînement des terroristes. Il n'y aura plus de personnes qui n'ont pas d'espoir ni de possibilités dans leur vie et qui se tournent vers les activités terroristes.

Nous œuvrons de concert en Amérique du Nord pour protéger nos magnifiques ressources naturelles. De plus, nous collaborons à plusieurs questions environnementales, notamment le réchauffement du globe.

Toutefois, on n'attribue pas toujours le mérite aux États-Unis à cet égard. Nos dépenses, dans le secteur du réchauffement du globe, s'élèvent à environ 4,5 milliards de dollars par année, un montant plus élevé que celui de tout autre pays au monde. En réalité, nos dépenses dépassent celles de l'Europe et du Japon réunis.

Nous tenons à trouver les données scientifiques pertinentes dans ce domaine et à aborder ce problème sans diminuer notre niveau de vie. Nous travaillons en collaboration étroite avec le Canada et un groupe de travail a été affecté à ce secteur. Les membres du groupe étaient justement ici il y a quelques semaines. Nous travaillons à des sujets tels la séquestration du carbone, le sommet sur l'observation de la Terre et l'économie de l'hydrogène qui permettra de nous libérer de notre dépendance des combustibles fossiles à l'avenir.

Nous travaillons aussi de concert, dans la mesure du possible, à l'autosuffisance énergétique en Amérique du Nord afin d'établir un Groupe de travail sur l'énergie en Amérique du Nord comprenant le Canada, les États-Unis et le Mexique. Je sais que l'on accorde beaucoup d'attention aux sources d'approvisionnement et, naturellement, chaque fois que ce sujet est abordé, le Canada joue un rôle très important par ses sables bitumeux et ses rivières du nord. Toutefois, il ne s'agit pas seulement des sources d'approvisionnement, mais également des infrastructures permettant de les acheminer vers les lieux nécessaires, c'est-à-dire les pipelines et les lignes de transport d'énergie.

Je crois qu'un groupe d'étude, dont les activités ont connu beaucoup de succès, a examiné les causes de la panne électrique survenue l'été dernier, un autre exemple de

la façon dont nos deux pays sont étroitement reliés et dépendants l'un de l'autre. Lorsque les lumières se sont éteintes à New York, elles se sont éteintes également à Toronto. Cet événement a fait ressortir la nécessité de réaliser une modernisation des infrastructures, des normes de fiabilité obligatoires et un climat de réglementation qui favorise les investissements liés au réseau électrique, aux pipelines ainsi qu'aux ressources.

Je souligne ces buts étant donné que ce sont les buts qu'ont en commun le Canada et les États-Unis, soit vaincre la menace terroriste internationale, promouvoir la prospérité, protéger les ressources naturelles de l'Amérique du Nord, et œuvrer dans le but de nous assurer que nous possédons l'énergie nécessaire pour exploiter les économies du Canada, des États-Unis et du Mexique.

La simple vérité, c'est que nous avons des objectifs en commun et qu'il est dans l'intérêt national de chacun de nos pays d'effectuer nos travaux de façon concertée. C'est justement ce que nous avons fait et ce que nous avons réalisé la semaine dernière grâce aux annonces qui ont été faites par le Canada ainsi que les réunions très profitables du premier ministre à Washington.

Avant de terminer mes remarques, je tiens à mentionner un dernier point dans le but de reparler de la frontière. J'ai remarqué que la conférence fait une place à la question relative aux ponts. Je suis d'avis que le progrès réalisé par rapport à la frontière doit continuer d'inclure cette question en tant que priorité. Je crois que le groupe de travail peut nous aider à réaliser cet objectif. Dans une certaine mesure, les réalisations accomplies à la frontière grâce à un plus grand nombre de ressources, à une meilleure technologie et aux voies EXPRES représentent, en fait, la partie la plus facile.

Nous avons agi rapidement, mais lorsque nous songeons à la croissance du commerce, du tourisme et du transport, nous devons également considérer la question générale relative aux chemins, aux ponts et aux tunnels. Nous devons posséder la capacité de gérer le commerce et le courant de circulation. Le fait de devoir franchir 17 ou 18 feux de circulation à Windsor pour se rendre au pont Ambassador constitue un problème auquel des personnes travaillent actuellement. À Buffalo, le Peace Bridge est fermé en vue d'accroître sa capacité de passage.

Ces questions ne sont pas des sujets faciles étant donné qu'elles concernent nos deux gouvernements nationaux, les États et les provinces ainsi que les municipalités où sont situés les passages frontaliers.

Donc, je crois qu'il est très important de continuer de mettre l'accent sur ces questions puisque, si l'on s'imagine posséder la carte NEXUS et la carte EXPRES, mais qu'il reste encore 8 kilomètres avant d'atteindre l'autoroute, alors il est impossible de se rendre à la voie EXPRES. Nous devons donc nous assurer de posséder la capacité nécessaire pour favoriser l'économie de nos deux pays.

Encore une fois, je tiens à vous féliciter pour vos efforts continus et vous inciter à garder cette infrastructure comme priorité sur la liste des programmes à l'intention de nos deux gouvernements. De plus, nous sommes impatients de travailler en collaboration avec le Canada dans les mois à venir.

Je vous remercie beaucoup.